

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU MAROC

# Les islamistes marquent des points

**La réalité confirme la prévision. Au Maroc, les islamistes sortent grands vainqueurs des élections législatives organisées vendredi. Le Parti justice et développement (PJD) a réclamé hier plus d'une centaine de sièges dans un Parlement qui en compte 395.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger - (Le Soir)** - L'étendard vert se déploie sur le Maghreb, à la faveur des révolutions arabes. Après la victoire électorale du parti islamiste Ennahda en Tunisie et l'instauration régaliennne de la Charia en Libye, le Parti justice et développement, catalogué comme entité politique modérée, fait une percée remarquable au Maroc, à l'occasion des élections législatives anticipées tenues vendredi. Même si, statistiquement, le score, non confirmé officiellement, ne lui confère pas une majorité confort-

table, le parti de Abdelilah Benkirane n'a pas hésité à revendiquer «une victoire d'envergure».

La centaine de sièges réclamée par le parti représente juste un peu plus de 25% des suffrages, ce qui est loin des 40% réalisés par Ennahda en Tunisie.

Mais comparativement à l'Assemblée sortante où il siégeait avec 47 députés, le Parti justice et développement améliore sensiblement sa représentation parlementaire. Favorisé fort assurément par le taux d'abstention enregistré, près de 55%, le PJD se projette

déjà dans la gouvernance du royaume. Interrogé hier par France 24, son président, Abdelilah Benkirane, a fait part de sa disponibilité à contracter des alliances pour la formation d'un gouvernement de coalition. «C'est un succès. Concernant les alliances, nous sommes ouverts à tout le monde, je n'ai pas cessé de le dire», a-t-il déclaré, ajoutant : «On est obligé de revoir le programme et celui de ceux qui vont gouverner avec nous autour de deux axes : la démocratie et la bonne gouvernance.»

Force est donnée de constater que les partis islamistes maghrébins semblent avoir appris à se distinguer dans des profils exagérément modérés, instruits en cela, fort sûrement, parce que les

excès discursifs et bravades post-électorales ont coûté au FIS dessous en Algérie. On l'a vu avec Ennahda en Tunisie et on le vérifie à présent avec le PJD au Maroc.

«Aujourd'hui, ce que je peux promettre aux Marocains, c'est que je vais essayer, moi et l'équipe qui va travailler avec moi, d'être plus sérieux et plus rationnel», a souligné encore le chef du PJD.

Conformément à la nouvelle Constitution, le roi Mohammed VI devra, dès la confirmation et la validation des résultats de ces élections législatives, nommer le Premier ministre qu'il choisira dans les rangs du parti qui dispose de la majorité parlementaire. Aussi si la victoire du parti de

Benkirane vient à être confirmée, ce dernier aura les rênes du gouvernement.

Auquel cas la monarchie marocaine devra pour la première fois cohabiter avec un gouvernement à forte teneur islamiste. Une cohabitation qui ne devrait pas poser de problème, puisque le PJD ne remet pas en cause la monarchie. Bien au contraire. «Les Marocains insistent pour garder leur monarchie, mais ils veulent qu'elle évolue avec eux», a souligné Benkirane, poursuivant : «Déjà on a une nouvelle Constitution qui donne des prérogatives plus importantes au gouvernement et à son chef, maintenant, il faudra travailler directement avec Sa Majesté.»

S. A. I.

## ÉGYPTE

# Un manifestant tué dans des heurts à la place Tahrir

**Un manifestant hostile au pouvoir militaire contesté en Egypte a été tué hier dans des heurts avec la police, à 48 heures des premières élections depuis la chute de Hosni Moubarak, faisant craindre un regain de violences durant le scrutin.**

Le jeune homme de 19 ans a été tué tôt hier lorsque la police anti-émeutes a attaqué à coups de grenades lacrymogènes des manifestants qui ont campé toute la nuit devant le siège du gouvernement pour protester contre la nomination d'un nouveau Premier ministre par l'armée.

Selon des témoins, le jeune homme a été écrasé par un véhicule des forces de sécurité. La victime «est morte à la suite d'une hémorragie provoquée par de multiples fractures au bassin, probablement causées par un contact avec un véhicule lourd», a, pour sa part, affirmé une source médicale à l'AFP.

Il s'agit de la première victime après deux jours d'accalmie dans la capitale et d'autres villes du pays, où de violents heurts ont fait 41 morts en cinq jours, notamment près de l'emblématique place Tahrir au centre du Caire.

Celle-ci est encore occupée par des milliers de manifestants réclamant sans relâche le départ du pouvoir du Conseil suprême des forces armées (CSFA), accusé de vouloir maintenir sa mainmise sur

les affaires du pays et de perpétuer la politique de répression de Moubarak, chassé du pouvoir en février après 30 ans de règne.

La mort d'un manifestant hier est survenue à 48 heures des premières élections depuis la chute du président Moubarak, lui-même issu de l'armée, alimentant les craintes que le scrutin soit émaillé de violences.

Vendredi, le CSFA a nommé Kamal el-Ganzouri, 78 ans, comme nouveau Premier ministre en remplacement d'Essam Charaf, qui a démissionné sous la pression de la rue. Mais le choix de cet ancien chef du gouvernement sous Hosni Moubarak a immédiatement été rejeté par la foule à Tahrir.

«Dégage !», «Ganzouri est un vestige» de l'ancien régime, «Révolution !», scandaient les manifestants.

M. Ganzouri a émis l'espoir de former son gouvernement «avant la fin de la semaine prochaine», appelant à attribuer des portefeuilles à des jeunes, mais les jeunes anti-militaires ont répliqué en proposant leur propre liste de noms pour un gouvernement de «salut national».

Ils ont notamment proposé Mohamed ElBaradei, ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour diriger ce gouvernement. M. ElBaradei, qui devrait être candidat à la présidentielle, a été acclamé par la foule à Tahrir vendredi. Au centre de la place, le

«village de tentes» a grossi depuis samedi dernier, la foule se rassemblant quotidiennement pour clamer «A bas Tantaoui !», en référence au maréchal Hussein Tantaoui, chef du CSFA et chef d'Etat de fait.

«On a beaucoup patienté, maintenant il y a une crise de confiance», a expliqué à l'AFP Hazem Diab, 26 ans, employé dans l'informatique.

Mais la rue est plus que jamais divisée. Face aux contestataires de la place Tahrir, d'autres Egyptiens réclament un retour à la stabilité et à la relance de l'économie, plongée dans un marasme profond depuis le soulèvement du début de l'année.

«Je dis aux jeunes de Tahrir : «merci, maintenant ça suffit», a affirmé Khaled Bchir, 37 ans, lors d'une grande contre-manifestation vendredi pour soutenir l'armée au pouvoir, sur la place Abbassiyya à quelques kilomètres de Tahrir.

Cette «guerre des places» fait craindre, selon la presse, une division du pays entre pro et anti-militaires.

«Le danger de la division», titrait ainsi le quotidien gouvernemental *Al Ahram*, tandis qu'*Al Masri Al Yom* écrivait «l'Egypte déchirée».

Le maréchal Tantaoui a annoncé mardi une présidentielle avant fin juin, qui permettra à l'armée de remettre le pouvoir exécutif à un chef d'Etat élu, mais les manifestants estiment cette annonce insuffisante.

La chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, a demandé hier que les violences cessent en Egypte et que la primauté du droit soit maintenue avant le début du vote lundi, au lendemain d'un appel de Washington à un «transfert complet de pouvoir à un gouvernement civil».

Plus de 100 000 Egyptiens de l'étranger, privés du droit de vote sous le régime Moubarak, ont déjà voté dans le cadre des législatives étalées sur trois tours et pour lesquelles quelque 40 millions d'électeurs sont appelés à voter, a annoncé le gouvernement.

Ils doivent élire 498 membres de l'Assemblée du peuple (Chambre des députés), tandis que 10 autres seront nommés par le maréchal Tantaoui.

Force politique la mieux organisée du pays, la confrérie des Frères musulmans, qui boycotte les manifestations à Tahrir, paraît en position de force dans ce scrutin.

## El Baradei et Amr Moussa chez le maréchal Tantaoui

Le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) en Egypte, le maréchal Hussein Tantaoui, s'est entretenu hier avec l'ancien chef de l'AIEA, Mohamed El Baradei et l'ex-secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, de la situation actuelle en Egypte, a indiqué une source officielle.

Les «derniers développements de la situation sur la scène locale» ont été au centre des discussions séparées entre le maréchal Tantaoui avec El Baradei, ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et Amr Moussa, ex-secrétaire général de la Ligue arabe, a rapporté l'agence de presse égyptienne Mena.

Mohamed El Baradei a rejoint vendredi les manifestants réclamant sur la place Tahrir au Caire le départ sans délai du Conseil suprême des forces armées (CSFA) actuellement au pouvoir.

M. El Baradei, qui comme M. Amr Moussa, affiche ses ambitions pour la présidence du pays, avait dénoncé mardi un «massacre» sur la place Tahrir, en référence aux affrontements meurtriers entre la police et les manifestants anti-gouvernementaux.

## SELON UNE ESTIMATION DE L'ONU

# 1,5 million de Syriens ont besoin d'aide alimentaire

**Quelque 1,5 million de Syriens ont besoin d'une aide internationale pour se nourrir, a-t-on appris hier auprès de l'ONU, selon qui l'idée de corridors humanitaires avancée par la France n'est pas justifiée à ce stade.**

«L'augmentation des besoins (alimentaires, ndr) a conduit le Croissant-Rouge à demander un soutien supplémentaire pour nourrir 1,5 million de personnes, affirme la chef des opérations humanitaires de l'ONU, Valerie Amos, dans un communiqué.

Le Croissant-Rouge et d'autres organisations syriennes ont jusqu'à présent fourni l'essentiel de l'aide humanitaire dans le pays, auquel le régime de Bachar Al-Assad a sévèrement réduit l'accès. Selon M<sup>me</sup> Amos, près de 3 millions de Syriens, sur une population d'environ 20,5 millions, sont affectés par la répression des manifestations depuis mars. Des milliers de personnes ont fui vers des camps de réfugiés au Liban et en Turquie, d'autres ont quitté les villes où se déroulent les manifestations pour trouver refuge chez des amis ou de la famille ailleurs dans le pays. «A l'heure actuelle, les Nations unies et ses

partenaires sont dans l'incapacité d'estimer de façon complète les besoins de la population», ajoute M<sup>me</sup> Amos. La chef des opérations humanitaires de l'ONU a en revanche balayé l'idée avancée par le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, d'établir des corridors humanitaires, ou celle de créer des zones humanitaires sûres. «A ce stade, les besoins humanitaires identifiés en Syrie ne justifient pas la mise en place de ces mécanismes. Avant de discuter de ces options, il est essentiel d'avoir une vision claire des besoins exacts de la population et à quel endroit», estime-t-elle.